

Tiphaine Samoyault: «La traduction n'est pas une langue»

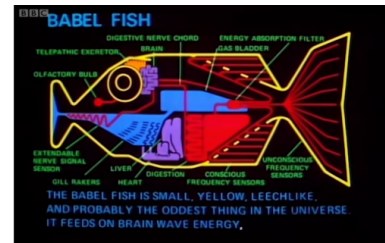
PAR LISE WAJEMAN
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 12 MARS 2020

La traduction, outil de pacification dans un monde consensuel, uni par le dialogue ? Tout au contraire, répond Tiphaine Samoyault, avec *Traduction et violence* : la violence est au cœur de traduire, et il faut le penser pour comprendre les rapports de domination, et les combattre.

La traduction a été érigée depuis deux décennies en modèle de l'accueil, de la bienveillance dans le rapport à l'autre : le traducteur serait un passeur, la traduction permettrait le dialogue universel. Avec *Traduction et violence*, Tiphaine Samoyault, professeur de littérature comparée, elle-même traductrice, rappelle que cette éthique de la traduction ne suffit pas : « *La traduction n'est pas toujours cet espace irénique de la rencontre et du partage [...] dont notre époque, en délicatesse avec l'universel, voudrait faire le paradigme de la relation à l'autre. C'est d'abord et d'emblée une opération violente, d'appropriation et d'assimilation, où le mouvement de circulation masque assez mal les processus de domination.* »

Les enjeux de la traduction ne sont pas seulement moraux, ils sont aussi politiques et conflictuels. Dans son livre, Tiphaine Samoyault montre donc combien il importe de penser une polémique du traduire, qui entre en écho avec notre moment politique : les questions

de traduction peuvent être vitales, elles croisent une critique des pouvoirs, une réflexion sur les frontières, engagent à une pensée du commun.



Le Babel Fish, un traducteur universel qu'il suffit de se planter dans l'oreille. Une invention de Douglas Adams pour «The Hitchhiker's Guide to the Galaxy», adapté en série télévisée par la BBC en 1981.

Dans l'introduction de votre livre, vous évoquez une petite oreillette que l'on voit dans *Star Trek*, et qui permet de traduire toutes les langues. Mais cette invention amusante devient inquiétante quand vous évoquez un avenir proche dans lequel, muni d'un traducteur portatif, on voyagera seul dans sa langue.

Tiphaine Samoyault : Cet appareil de traduction universelle est joyeux tant qu'il est virtuel, mais il ne l'est plus lorsqu'il est réel. Or, l'objet existe désormais, même s'il n'est pas encore parfaitement au point : il le sera sans doute d'ici cinq ans, sur nos téléphones.

Je vois arriver le moment où l'on regrettera l'anglais comme langue globish : désormais la traduction va prendre toute la place, et c'est grave, parce que la traduction n'est pas une langue. La traduction est ce qui peut nous empêcher d'apprendre une langue, et même de parler sa propre langue.

Que tout le monde fasse l'effort de baragouiner un peu d'anglais pour pouvoir communiquer est moins inquiétant que de penser que cette oreillette – ou son équivalent – va pouvoir désinstaller un désir de traduction. Car la traduction, c'est un désir : mais si elle est entièrement automatisée, elle ne peut plus susciter de désir. La traduction automatique empêche en fait la traduction : on ne cherche plus à s'entendre, on cherche à uniformiser le discours.

***Traduction et violence* : le propos de votre livre prend le contre-pied du discours dominant sur la traduction, qui en fait une éthique de l'accueil**

de l'autre. Vous ne récusez pas ce discours sympathique bien sûr, mais vous montrez qu'il ne suffit pas.

Je travaille en effet à repolitiser ces questions en les sortant du consensus démocratique, en les sortant de l'idée que le but politique est un monde sans conflits : c'est ce qu'on essaie de nous faire croire, qu'il faudrait arriver à une société pacifiée. Or, la traduction a été un moment important dans l'histoire de ce processus, parce que c'est devenu un paradigme qui traverse les disciplines, et qu'on a mis au service d'un discours consensuel. Mais la traduction est un lieu de conflit, et essayer de l'adoucir en disant que ce conflit est sa chance, etc., c'est ne pas s'interroger sur ce qu'on doit faire de ce conflit et comment on doit apprendre à vivre avec lui. C'est en effet un enjeu politique majeur, parce qu'on doit dans tous les domaines aujourd'hui penser les antagonismes.

Face au discours de la domination, qui est celui d'un consensus imposé, il faut donc se ressaisir de cette puissance conflictuelle.

C'est pour ça que je cite dans mon livre les travaux de Chantal Mouffe : il s'agit de rendre active une négativité, intellectuellement et politiquement, au lieu de faire comme si elle n'existait pas. Sur la question du racisme, par exemple, c'est très évident : le discours de la traduction a toujours été pris dans une éthique de l'étranger, ce qui est évidemment important, mais c'est très vite devenu un discours lénifiant, parce qu'il ne prend pas en charge le fait qu'il faut s'affronter à des discours négatifs, racistes, sur l'étranger.



Tiphaine Samoyault. © Bénédicte Roscot

Vous rappelez la part sombre de la traduction, la manière dont elle peut servir le pouvoir.

Ce que j'essaie de comprendre et de montrer, c'est, d'une part, comment la traduction a été prise dans des processus de violence historique, qu'elle y a contribué – elle a joué un rôle dans ces processus de domination –, et, d'autre part, comment ces violences externes dans lesquelles la traduction a été prise rejoignent des violences internes à la traduction elle-même, à l'acte de traduire : c'est un acte d'appropriation, ce n'est pas seulement un acte de communication et d'apprentissage de l'autre.

Quand on traduit soi-même, on voit bien l'appropriation que ça opère : quand j'ai traduit le monologue de Molly Bloom pour la nouvelle traduction de l'*Ulysse* de Joyce (sous la direction de J. Aubert, Gallimard), à la fin il était à moi ; quand je l'entends en français, je m'entends tout autant que j'entends Joyce. Dans mon cas, c'est relativement anodin, mais dans d'autres cas, ça ne l'est pas.

En effet : vous étudiez des cas terribles, où la traduction a servi à détruire un texte, voire une culture.

La traduction fait partie des outils de la domination. C'est une chose qu'a bien montrée Alain Ricard dans *Le Sable de Babel* : il raconte comment le système de l'apartheid s'est mis en place à la suite d'un processus de traduction généralisé de toutes les cultures sources, avec l'imposition d'une langue

destructrice du système physique, métaphysique, scientifique, des populations d'Afrique du Sud. Tout a été traduit dans une langue qui n'est pas seulement l'anglais ou l'afrikaner mais qui est une langue biblique, une langue travaillée par tout un système de représentation, d'organisation sociale : ces processus de traduction ont eu lieu avant l'apartheid, entre 1850 et le milieu du XX^e siècle, ils ont permis la naissance de l'apartheid ; une fois que ce système de représentation est intériorisé, il n'y a plus de problèmes à considérer que telle race est inférieure à telle autre, que telle croyance est plus vraie que telle autre. La traduction est un moyen idéal pour imposer une idéologie.

La traduction, une question de vie ou de mort

Autrement dit, la traduction, ce n'est pas seulement un problème théorique : ce sont des enjeux de vie et de mort. Vous faites la liste des traducteurs assassinés lors de la fatwa contre Salman Rushdie, au début des années 1990. Mais les questions de traduction sont tout aussi vitales aujourd'hui.

Un article récemment publié dans le *New Yorker* évoque le cas des camps à la frontière entre le Mexique et les États-Unis, dans lesquels des gens meurent de ne pas être traduits : ils n'arrivent pas à expliquer leur situation dans les langues dans lesquelles on leur demande de parler – l'anglais ou l'espagnol – parce qu'ils parlent des langues indiennes, donc il y a des malentendus, et on se sert de leur méconnaissance des langues de traduction pour les séparer de leurs enfants ou pour les renvoyer – les récits font froid dans le dos. Évidemment, c'est très efficace de ne pas fournir

d'interprètes. C'est un très gros travail des associations de migrants aujourd'hui que d'avoir des traducteurs assermentés.



Félix Bonfils, «Drogman guide de voyageurs», Liban, c. 1865. Te Papa, Museum of New Zealand.

Les traductions ont donc des conséquences lourdes. Une part de la stigmatisation d'un certain nombre de pays musulmans aux États-Unis vient du fait qu'on y traduit peu ou mal l'arabe. Emily Apter, dans *Zones de traduction* (Fayard, 2015), évoque le manque de traducteurs depuis l'arabe vers l'anglais au moment de la guerre en Irak, ce qui a favorisé la simplification des débats. Ça a aussi été étudié dans le cadre du conflit israélo-palestinien : la façon dont des nouvelles parues dans des organes de presse en arabe sont traduites et transformées dans la langue voisine, l'hébreu, pour paraître dans un journal israélien. Et l'inverse est sans doute vrai. Dans tous les contextes de conflit, de toute façon, la traduction est un enjeu majeur, elle peut servir un parti.

C'est très facile de déformer et transformer des propos en les traduisant, dans la mesure où toute traduction porte une idéologie, plus ou moins consciente, plus ou moins avouée. Et c'est lié à la question du destinataire : autant on peut écrire sans savoir qui nous lira, autant on traduit toujours pour quelqu'un, de manière adressée ; on traduit en fonction d'une préconception du public auquel on s'adresse.

Vous montrez aussi comment la traduction peut servir l'idéologie ultralibérale, qui réduit le monde à des objectifs économiques.

Pourquoi est-ce qu'on traduit tout aujourd'hui, pourquoi y a-t-il un tel effort dans l'amélioration des logiciels de traduction automatique ? Pour installer un commerce mondial. La traduction automatique sert une économie de marché parce qu'elle est là pour ça, pour simplifier les échanges marchands.

Face à cela, j'emprunte à l'écrivain antillais Édouard Glissant sa réflexion sur l'imprévisible, pour faire sortir la traduction de son efficacité, de son orientation vers un but. Il ne s'agit pas de déplorer que l'on puisse tous communiquer, il s'agit de voir tout ce qui doit être détruit pour pouvoir poursuivre ce but.

Une fois, en cours, j'ai cité un texte qui comparait la disparition des espèces et la disparition des langues : les étudiants étaient très choqués, parce qu'ils trouvaient que la disparition des espèces était bien plus grave, parce qu'ils voient une supériorité de ce qui est vivant sur ce qui n'est pas organique. Mais je leur disais que c'est exactement la même chose, la même logique : c'est parce que des langues disparaissent que des espèces disparaissent et inversement. Et une langue c'est très organique aussi : on doit développer une forme d'écologie des langues.

Car ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est la disparition de bien plus de langues encore qu'il n'en disparaît déjà actuellement. La traduction automatique n'est efficace, ne fonctionne, que lorsque des langues sont déjà beaucoup intertraduites. On n'a évidemment aucune inquiétude sur l'anglais et le français, qui sont des langues disposant de gigantesques corpus de traductions. Mais dès qu'on prend des petites langues – par exemple si l'on prend le rapport entre le tibétain et le kannada, qui est une langue indienne, certes parlée par 50 millions de personnes mais que personne ne connaît –, on n'a aucun corpus : ces langues ne sont pas traduisibles entre elles, donc elles vont disparaître des systèmes.

En étudiant ces situations conflictuelles, vous croisez des enjeux politiques contemporains majeurs : vous critiquez la noble aspiration universaliste qui étend bien souvent sa propre position à l'ensemble du monde.

La traduction invite en soi à ne pas être universaliste, et je pense que beaucoup de gens qui travaillent sur la traduction ont compris que la traduction est le lieu de la compréhension de la différence. Mais ce que je récusé, c'est qu'on fasse du même coup de la traduction un nouvel universalisme – le lieu de la rencontre avec l'autre, etc., ce qui conduirait à masquer le fait que la différence est aussi un problème, bien sûr. Je suis doublement anti-universaliste : et parce que je m'intéresse à la traduction, et parce que je refuse qu'on fasse de la traduction un nouvel universalisme.

Défaire les autorités

Pour autant, vous ne renoncez pas à penser du commun.

La traduction agonique (et non antagonique), c'est une traduction qui ne ramène pas le deux à l'un, mais qui fait de l'un l'association complexe du deux. Pour moi, la traduction est un objet de réflexion très confortable parce que non « dialectisable » : c'est un lieu de pensée où il y a forcément de la contradiction, où l'on n'aura jamais de réponse définitive. C'est un espace non « universalisable », qui ne peut pas être pris dans les logiques de la rationalité, mais qui nous oblige à réfléchir à ce que devient la différence. Le deux, ça peut devenir de l'un, mais je montre qu'on a tout intérêt à faire du commun qui ne soit pas un, qui soit juste « comme un ».



Agnès Thurnauer, Land and Language #4 - 2019
© Laetizia Debain pour la Fondation Thalie

Cette fabrication du commun, vous la pensez aussi depuis des questions de genre, depuis la posture historiquement faible, féminisée, du traducteur.

Le discours de la traduction comme pratique dominée, associée au féminin, est ancien ; je m'efforce de le renverser, pour montrer qu'avoir été culturellement

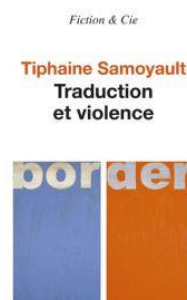
dominé est une force. Car la prise en compte d'expériences subalternes permet de repenser le commun. Je suis convaincue que c'est depuis ces espaces du féminin – mais qu'on peut élargir à tous ceux qui n'ont pas dicté de loi – que c'est à partir de là qu'on pourra recomposer les schèmes de notre vie en commun : non pas en les universalisant à notre tour, mais en recomposant des liens à partir de ces expériences-là. Je pense qu'on a beaucoup à apprendre de toutes ces pratiques minorées : pour moi, c'est un espace de pensée et de refondation.

La réflexion sur la traduction permet donc de formuler une critique de l'autorité.

La traduction pointe tout ce qu'il y a de vulnérable dans une œuvre, elle nourrit une conception peu sacralisante de la littérature. Quand j'ai commencé à étudier la littérature, c'est justement parce que je la sacralisais. Aujourd'hui, je pense qu'on a plus à apprendre des transformations – en particulier des traductions, qui ne sont rien d'autre que des lectures – que des textes eux-mêmes. Mais je n'aime pas moins la littérature parce que je la sacralise moins, parce que je la pense comme quelque chose de volatil, vulnérable.

Je crois au contraire que si les livres ont une raison d'être, c'est parce qu'ils ne restent pas les mêmes. Le texte, c'est l'ensemble de ses variables. Avec la traduction, on voit bien que l'idée même d'original

perd totalement son sens. C'est un paradoxe, bien sûr, car il n'y a pas d'original sans traduction et, en même temps, les traductions rendent fragile l'original. La réflexion sur la traduction permet de défaire toutes les lectures qui privilégieraient la fixité de l'original contre les variables des transformations : elle permet de défaire les autorités.



Seuil

Tiphaine Samoyault, *Traduction et violence*, Seuil, 208 p. 18€

Boite noire

Tiphaine Samoyault est l'une des directrices éditoriales de la revue numérique **En attendant Nadeau**, avec laquelle Mediapart a établi un partenariat. Retrouvez **ici la présentation détaillée** de cette collaboration par François Bonnet (Mediapart) et Jean Lacoste (En attendant Nadeau).

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Allières

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.